

LUTTE

OUVRIÈRE

LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
POUR L'INDEPENDANCE DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA
MARTINIQUE ET A LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

	Pages
EDITORIAL	
- OUVERTURE DE LA RECOLTE SUCRIERE	1
- PETROLE	3
SITUATION EN FRANCE :	
VIE DE L'EMIGRATION ANTILLAISE	
- LES COMMISSIONS SYNDICALES DES DOM	6
- GREVE AUX P. et T.	7
- HAUSSE DES PRIX	8
AUX ANTILLES	
- INCIDENTS DE FORT DE FRANCE	11
- LES ELECTIONS MUNICIPALES	12
SITUATION INTERNATIONALE	
- POLOGNE : RIEN N'EST REGLE	15
- LE COMMONWEALTH ET L'AFRIQUE DU SUD	17
- CAMBODGE : LES U.S.A. DANS L'IMPASSE	19

PRIX : 1,00 F.

N° 49 - 29 Janvier 1971

EDITORIAL

OUVERTURE DE LA RÉCOLTE

LES SYNDICATS TEMPORISENT

OUVRIERS

ET

PETITS PLANTEURS

ENTRENT

EN LUTTE

Chaque année, car cela devient une tradition, le Parti Communiste Guadeloupéen sort ses gros titres pour réclamer l'augmentation du prix de la canne et l'amélioration des salaires pour les travailleurs agricoles.

Et chaque année, après discussion entre les usiniers et les membres de la C.G.T., le prix de la canne reste toujours fixé à un taux très bas et les salaires rampent

L'année dernière, la plus part des petits planteurs se sont vu payer la tonne de cannes, en fin de récolte, entre 17,87 et 19,25F

Au début du mois de décembre, la C.G.T. et la C.F.D.T., réclamaient 25% d'augmentation pour les ouvriers agricoles et le paiement à 60 F la tonne de cannes.

Et cette fois encore, les dirigeants syndicaux, après quelques discussions avec l'usine s'inclinèrent, repartant offrir aux ouvriers agricoles 5% d'augmentation, au lieu des 25% réclamés et sans aucune réponse sur le prix de la tonne de canne pour les petits planteurs !

Alors qu'usiniers et syndicats croyaient en avoir terminé... jusqu'à l'année suivante, les ouvriers agricoles et les petits entrèrent en action.

A Zévallos, le mécontentement gronde chez les ouvriers agricoles qui en ont assez de suer sang et eau pour 20, F 01 la journée

Dans toute la région de Gardel Ste Marie (Tombliray, Zévallos) à l'appel de l'U.I.S.G. (Union Interprofessionnelle des syndicats Guadeloupéens) les travailleurs agricoles se mirent en grève, refusant les accords passés par la C.G.T. et la C.F.D.T.

- La mensualisation pour tous les travailleurs payés à l'heure,
- L'augmentation des salaires des employés et agents de maîtrise

Les petits planteurs réclament eux :

- La tonne de canne à 65 F
- La suspension du paiement de la canne à la richesse (système qui favorise tous les trafics des usiniers, ceux-ci ayant le monopole du contrôle)
- La suspension du paiement de la canne à l'année, présentée sous un bordereau, par l'usine et qui est, lui aussi, difficilement contrôlé

Devant cette grève subite et la décision des travailleurs de reformuler leurs revendications, la C.G.T. et la C.F.D.T. revinrent et discutèrent avec l'U.I.S.G. (nouveau syndicat créé par LUDGER, un transfuge du P.C.G) et l'U.T.A. (syndicats des ouvriers de Bonne Mère) afin de ne pas rester en dehors du mouvement.

D'ailleurs l'U.I.S.G. et l'U.T.A. en vue de déborder la C.G.T. et la C.F.D.T. ont réclané le paiement à 80,00 F. la tonne de canne. Il faut voir là, non une volonté plus affirmée de défendre les exploités, mais plutôt une manœuvre pour tenter d'avoir la confiance des travailleurs. D'ailleurs l'avenir dira si ces syndicats sont prêts à se mettre en toutes circonstances aux côtés des travailleurs.

Rien n'est encore décidé, le prix de la tonne n'est toujours pas fixé. Les salaires ne sont pas encore révisés.

Mais les ouvriers et les petits planteurs ont pu se rendre compte qu'il leur fallait bien prendre en main leurs revendications et les défendre sans compter sur le syndicat.

PÉTROLE

Durant plusieurs semaines la presse et la radio ont voulu nous tenir en haleine avec leurs reportages sur les négociations pétrolières en général et en particulier sur le marchandage du gouvernement français vis à vis du gouvernement Algérien concernant la fixation d'un nouveau prix unitaire du pétrole.

Dans ces négociations entre les différents groupes pétroliers internationaux d'une part et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord d'autre part, pays producteurs de pétrole, ces derniers regroupés dans l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), possèdent quelques atouts qui s'ils sont bien utilisés pourraient leur permettre d'obtenir un relèvement du prix du baril de pétrole et une plus grande imposition fiscale des sociétés étrangères.

Les bourgeoisies des pays comme la France ou la Grande Bretagne avaient pu piller non seulement le pétrole, mais l'ensemble des matières premières de tous les pays d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie, qu'ils condamnent au sous développement, et ceci sans qu'il leur soit demandé le moindre compte.

Et c'est bien parce que les bourgeoisies des pays riches se voient aujourd'hui obligées de partager leurs fabuleux bénéfices avec les bourgeoisies des pays nouvellement indépendants que nous voyons se manifester toutes sortes de sentiments, depuis le dépit "discret", jusqu'à la colère haineuse du journal réactionnaire "Minute" titrant en première page : "DEHORS LES ALGÉRIENS".

Par delà ces diverses "appréciations" demeure un fait : tous les pays nouvellement indépendants ont besoin de capitaux pour développer l'industrie de leur pays et se libérer de la tutelle des anciennes métropoles, et ces capitaux ils ne peuvent les récupérer que là où ils se trouvent, c'est-à-dire, dans la poche des bourgeoisies métropolitaines en général et dans le cas particulier qui nous intéresse dans les coffres-forts des Trusts pétroliers Internationaux (Shell, Elf Erap, et Cie...).

Il est tout à fait normal que les pays producteurs de pétrole du "Tiers-Monde", tentent d'arracher aux Trusts Internationaux impéria-

listes un meilleur prix pour leurs produits.

Mais il ne faut guère se faire d'illusion sur les possibilités réelles de l'O.P.E.P. et de chacun de ces pays pris individuellement, d'obtenir de réels avantages. Ceci non seulement, parce qu'il faut mettre en doute leur volonté et leur capacité à s'opposer réellement à l'impérialisme, mais aussi et surtout, du fait des conditions politiques et économiques de notre époque.

Dans la lutte qui s'est engagée, contrairement à ce que voudrait faire croire une certaine presse, ce ne sont pas les pays pauvres qui disposent de plus d'atouts. Car par plus d'un moyen les pays impérialistes peuvent faire pression sur les pays du Tiers-Monde.

Prenons l'exemple de l'Algérie. Les dirigeants de ce pays, pendant un moment, affirmaient que, si la France ne prenait pas le pétrole à leurs conditions, ils pourraient s'adresser ailleurs. Or, toutes les sociétés pétrolières impérialistes ont fait bloc pour s'opposer à la revendication des pays producteurs. Le raisonnement des dirigeants algériens tombent de lui-même ! Mais par contre, il reste que le Gouvernement Français brandit la menace d'expulsion des travailleurs algériens en France, ou tout au moins, de blocage de leurs salaires en France. De même, tout un marché entre la France et l'Algérie est organisé, dont la perturbation ferait plus de tort à l'Algérie qu'à la bourgeoisie française.

Pour nous, le seul moyen efficace et réel de lutter contre la main mise des trusts impérialistes sur les richesses des pays sous-développés, passe par la lutte de la classe ouvrière de tous les pays.

Car la classe ouvrière des pays pauvres, elle, aurait pu dans un tel conflit faire appel à ses frères des pays riches, en vue d'empêcher toute mesure de rétorsion ou de pression de ces pays. C'est tout le contexte politique qui serait changé dans la mesure où si au lieu des Boumedienne, c'était le prolétariat qui dirigeait ces pays pauvres, car dès son accession au pouvoir le prolétariat aurait créé l'organe politique qui permet de lutter contre l'impérialisme à l'échelle mondiale, c'est-à-dire une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Et il est sûr, alors que devant la menace que représenterait leur propre classe ouvrière, les bourgeoisies des pays impérialistes seraient moins arrogantes face aux pays pauvres.

RACISME : A BAS LE CHAUVINISME

Les négociations pétrolières ont été l'occasion pour les racistes de tout poil d'étaler une fois de plus leur hargne imbécile.

La palme en ce domaine revenant sans conteste à l'hebdomadaire "Minute" qui en première page et en gros titre donnait le ton général de cette vague raciste : "Dehors les Algériens".

La radio et le reste de la presse n'ont d'ailleurs pas voulu être de reste sur ce terrain là quoiqu'avec plus de "mesure" (c'est-à-dire d'hypocrisie).

Etant donné les moyens dont disposent la bourgeoisie (presse, radio, télévision, etc...) certains travailleurs français ont été contaminés par cette propagande raciste et c'est ainsi qu'on a pu entendre dans la rue, dans les bus, dans les gares, dans les métros des réflexions dont on avait un peu perdu l'habitude depuis certaines périodes de la guerre d'Algérie.

Mais là où l'on arrive à l'absurde et au ridicule, c'est lorsque certains travailleurs Antillais reprennent à leur compte un certain racisme anti-arabe, sans voir que le même racisme qui atteint aujourd'hui le travailleur Nord-Africain immigré en France s'exerce aussi sur le travailleur d'Afrique Noire et s'exercera demain sur les travailleurs Antillais dès l'instant où, organisés ils se lèveront pour que cesse l'exploitation de leurs pays par la bourgeoisie française.

LES COMMISSIONS SYNDICALES DES D'OM

"La Fédération des Postes et Télécom" journal mensuel de la C.G.T. des P et T. dans un article, nous fait part de sa démarche auprès des autorités ministérielles des postes en faveur des originaires des D.O.M.

Ces messieurs pensent-ils nous "pondre" encore longtemps ce genre de bavardages ? Cet article si nous le regardons de près n'est en premier lieu qu'un assemblage de flatterie et de paternalisme, s'apitoyant sur notre sort pour s'attirer nos bons sentiments. Deuxièmement, sous couvert de tout cela se trouve la grande opération de prestige et de course aux adhésions sans bien sûr offrir des possibilités d'organisation et d'action ; ils nous parlent : de "créer des commissions", "qu'on pourra mieux s'organiser chez eux" ou encore "d'action à mener".

Chez qui veulent-ils nourrir des illusions ? Car ces paroles sonnent creux aux oreilles de certains camarades qui, voulant prendre ces initiatives ont vu leur entreprise purement et simplement liquidée par les dirigeants de la C.G.T.

Parlons aussi de cette fameuse journée revendicative du 14 Octobre où l'on devait poser : motions, résolutions, ou pétitions aux directions centrales, et qui a été un fiasco total ; au P.L.M., par exemple, où travaillent une centaine d'antillais et réunionnais, ce qui n'est pas négligeable, pas une pétition n'est passée ce jour là.

Tout cela dénonce le caractère mensonger et hypocrite de cet

article. Nous voulons nous organiser et nous pensons que la C.G.T. est le type d'organisation qui peut par sa puissance nous aider efficacement à rassembler nos forces. Mais nous affirmons que tant que cette organisation ne laissera pas s'exprimer librement des tendances différentes, des mots d'ordre différents de ceux de sa fraction dirigeante, le regroupement des originaires des DOM ne sera pas possible et restera au stade de l'illusion.

Il est grand temps que la C.G.T. laisse aux travailleurs des DOM le soin de gérer eux mêmes leurs affaires. Que Mr. Quiéba (pondeur de l'article) aborde le problème de l'organisation des commissions de cette manière avant de prétendre parler au nom des travailleurs Antillais qui ne l'on jamais vu sur leur lieu de travail.

GREVE AUX P ET T

Ainsi devant le mécontentement grandissant au sein du personnel des Postes et Télécommunications, les syndicats se sont enfin décidés lancer un mot d'ordre de grève général dans ce secteur.

En effet, depuis plusieurs mois, les grèves sectorielles se poursuivent dans différents centres de P et T sur des revendications qui, en fin de compte concernent l'ensemble du personnel des P et T.

Qu'il s'agisse des conditions de travail, qu'il s'agisse de la diminution du temps de travail, ou de l'augmentation des salaires ou encore du problème des titularisations, partout ce sont les mêmes problèmes qui se posent.

Et ce n'est que parce qu'un certain nombre de postiers commençaient à montrer leur mécontentement que F.O., puis la C.G.T. et la C.F.D.T. lançaient un mot d'ordre de grève pour le 4 au 6 Février.

D'ailleurs tout en appelant à "des grèves massives", ces syndicats laissent l'initiative de l'heure, des modalités à chaque centre de P et T.

Aucun mot d'ordre central, sur chaque centre le catalogue des revendications s'étalent, on mélangeant aussi bien les problèmes les plus graves que ceux qui sont moins importants ; aucune manifestation n'est prévue regroupant tous les personnels des P et T.

C'est à croire que les syndicats ont peur de laisser les postiers prendre conscience de leur force.

A l'heure où nous écrivons nous ne pouvons savoir comment la grève va se dérouler. Mais gageons que cette fois, les travailleurs sauront bousculer leurs syndicats et les obliger à aller plus loin dans l'action, quitte s'il le faut à les dépasser et agir de leur propre chef.

HAUSSE DES PRIX

LE NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS EST MENACE

Lors de sa conférence de presse Pompidou, sur un ton de conversation de salon, annonçait que tout allait bien en France, et qu'il n'y avait qu'à lire les journaux... anglais et américains (!!!) pour s'en convaincre. En somme, si les travailleurs et la population de France montraient quelque mécontentement, cela était dû au fait qu'ils ne connaissaient pas la langue anglaise...

C'est vraiment se moquer du monde. Pompidou oubliait ou faisait mine d'oublier le chômage qui grandit (500.000 chômeurs en France), la hausse des prix, la détérioration des conditions de travail et de vie des travailleurs.

Pourtant, il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour qu'un autre son se fasse entendre. En effet, Giscard d'Estaing, ministre des finances

de Pompidou, se mettait lui aussi à faire des déclarations :

"Il est indispensable que les partenaires sociaux s'associent à un effort de modération de la croissance des rémunérations et du mouvement des prix".

En clair cela signifie que les hausses de salaires doivent être freinées. Les travailleurs doivent se serrer la ceinture et vivre avec leurs salaires souvent à peine suffisants dans les conditions actuelles.

Mais, et c'est la préoccupation essentielle des travailleurs, si le gouvernement est prêt en accord avec les patrons à maintenir les salaires à leur niveau actuel, ou à en freiner la hausse, aucune mesure réelle n'est prise pour empêcher la hausse des prix. Et dans ce domaine, c'est l'Etat-Patron qui donne le premier l'exemple en augmentant périodiquement les tarifs des services publics (hôpitaux, Pet T, SNCF, Etc...).

D'ailleurs la hausse des prix et l'inflation, dont on entend parler maintenant tous les jours sont des maux liés au système capitaliste lui même. Ce vieux système économique, se survit par toutes sortes d'artifices monétaires et autres. Le gouvernement, qui représente la classe des capitalistes est incapable de gérer l'économie de manière rationnelle. Les seules mesures que ces gens là sont capables de prendre sont dirigées contre les travailleurs.

Ceux-ci n'ont pas à se laisser convaincre par les appels à la "compréhension", à "la solidarité nationale" et autres balivernes du même genre. Ils n'ont pas à entrer dans les raisons du gouvernement et de ses mandants bourgeois concernant la "santé de l'économie".

Si ces gens là, ne sont pas capables de gérer la société et l'économie, ce ne sont pas les travailleurs qui doivent en faire les frais.

Ce même Giscard d'Estaing annonçait il n'y a pas si longtemps, la bouche en coeur que :

"La production s'est accrue au cours de l'année écoulée de 10 %
"en volume".

Voyons messieurs ! Prenez vous les travailleurs pour des imbéciles ? Qui croyez vous pouvoir tromper avec vos appels à la raison ?

LA HAUSSE DES PRIX EN FRANCE ET AUX ANTILLES

Depuis quelques mois on assiste à une hausse des prix qui évidemment n'est pas suivie par les salaires.

Nos conditions de vie vont s'en trouver de plus en plus atteintes. Après la hausse du tarif des voyageurs à la SNCF, il y eut l'augmentation des prix des journées hospitalières, puis celles des timbres postes et des tarifs postaux en général. Actuellement, ce sont des denrées de consommation courantes, ou certains produits dont l'augmentation se répercutent sur les prix des denrées alimentaires, qui augmentent :

Les voitures, les pneus, l'essence (taxe ajoutée par le gouvernement), le beurre, et depuis peu le lait, le mazout domestique (avant la crise du pétrole !).

Et si le prix des billets du métro n'a pas augmenté, c'est uniquement parce que là, le mécontentement est tel que le gouvernement préfère attendre.

Vraiment, elle est formidable la nouvelle société de Giscard et Chaban !!

Il va sans dire que ces hausses se feront sentir aux Antilles. Car avec le stupide système colonial qui régit les "DOM", toutes les importations des denrées de première nécessité se font en France.

Et au prix payé en France, s'ajoutent non seulement le coût du transport (à 7.000 Km) de ces marchandises, mais encore toutes sortes de taxes qui font vendre les produits importés de France parfois jusqu'à 30 ou 40 % plus cher qu'en France.

Qui doutera encore que la départementalisation est une belle chose !!

LES INCIDENTS DE FORT DE FRANCE

Aux Antilles, le système colonial fait des différences, même en ce qui concerne le sport : à l'occasion de la venue de Pelé en Martinique, le prix des places était tel qu'il interdisait pratiquement l'entrée du stade à la plupart des travailleurs. Les tarifs allaient théoriquement de 30 F. à 100 F., mais en réalité, les billets se vendaient jusqu'à 600 F. au marché noir, somme bien supérieure au salaire moyen d'un ouvrier agricole.

Cela constituait une véritable insulte à l'égard des travailleurs martiniquais.

Un groupe de jeunes gens inscrivit sur les murs des slogans dénonçant ce fait scandaleux ; plusieurs d'entre eux furent arrêtés.

On appela alors à une manifestation exigeant la liberté des jeunes en question et la gratuité du passage sur le stade.

Cela toucha juste et suffit pour entraîner un grand nombre de personnes. Naturellement, CRS et gendarmes furent immédiatement dépêchés sur place et intervinrent avec leur brutalité habituelle. L'affrontement fit vingt blessés, dont onze manifestants.

Cette action ne fut pourtant pas sans résultats, puisque l'ORTF envoya en hâte un véhicule de Paris pour retransmettre le match à la télévision locale, ceci afin d'éviter d'autres incidents.

Mais cette solution n'est qu'à demi satisfaisante, lorsqu'on connaît le nombre limité de télévisions, surtout chez les familles au budget modeste, et c'est le passage gratuit qu'on aurait dû accorder aux travailleurs.

Même un incident d'importance secondaire comme celui-ci traduit bien la dégradation de la situation aux Antilles, et montre aussi que la population n'est pas décidée à se laisser insulter sans réagir.

ELECTIONS AUX ANTILLES

LE GOUVERNEMENT PREPARE-T-IL UN NOUVEAU BAIN DE SANG ?

L'approche des élections municipales de mars 1971 est la cause aux Antilles d'une agitation croissante, en particulier dans les milieux réactionnaires.

Déjà en novembre dernier, l'ombre de ces élections se profilait derrière l'inauguration par le ministre des DOM, Henri Rey, de l'école du François en Martinique. C'est sur l'invitation du maire Duval, que se fit la pose solennelle de cette "première pierre" ; or, on se souvient au François que sept ans auparavant, le même Duval avait déjà posé une "première pierre" ; seul le ministre changeait.

C'est ce que quelques jeunes ne disposant pas, hélas pour lui, des mêmes facultés d'oubli que leur premier magistrat, dénoncèrent dans un tract.

Les nombreux flics en uniforme ou en civil qui se trouvaient sur les lieux ne manquèrent pas d'intervenir et arrêtèrent un certain nombre de personnes parmi lesquelles une jeune fille de 14 ans qui ne dut sa relaxation qu'à l'intervention de sa directrice d'école.

La tentative faite par Duval de redorer son blason est, comme on le voit, assortie d'arguments frappants.

Et cela ne semble pas devoir constituer un cas isolé : la campagne organisée par l'UDR pour présenter à Fort de France un professionnel de la manière forte, le colonel Rimize, risque fort de ne pas se contenter des seules armes de l'éloquence.

L'homme, qui a exercé ses sinistres talents dans de nombreuses guerres coloniales, fait quasiment figure de candidat officiel, et lui et les

siens n'hésiteront pas à recourir à tous les moyens pour prendre à Césaire la municipalité de Fort de France.

En effet, Césaire et son parti le P.P.M., malgré la timidité de leurs paroles et surtout de leurs actions, n'en constituent pas moins une gêne pour l'administration et l'oligarchie sucrière, qui aimeraient avoir les coudées franches et disposer à leur guise de l'importante municipalité de Fort de France.

Aussi peut-on s'attendre à des élections "chaudes" avec groupes de pression, nervis, distribution de pots de vin, menaces, fraudes, et autres méthodes désormais classiques aux Antilles.

Les hommes de main à la solde de Rimize s'activent déjà fébrilement, et ne doutons pas que quelles que soient leurs actions ou exactions, ils bénéficieront de la neutralité bienveillante de l'Administration préfectorale et de la police.

Face à ce danger, quelle attitude prennent les partis "de gauche" en Martinique et en Guadeloupe ? Ceux-ci, essentiellement le P.P.M. et le P.C.G. à la tête d'importantes municipalités (Fort de France pour le P.P.M., Pointe à Pitre et Capesterre pour le P.C.G.), et conscients de la menace qui pèse sur eux, multiplient les articles et déclarations dans leurs organes respectifs.

On peut y lire, dans un style dithyrambique d'où jaillissent de magnifiques envolées, de vibrants éloges de la gestion municipale accommodée différemment, c'est-à-dire progressiste pour les uns et démocratique pour les autres.

On y tient une comptabilité exacte de toutes les réalisations obtenues grâce à l'action des édiles actuels, dans le cadre restreint que constituent les crédits qui leur sont alloués.

Cette relative autosatisfaction du P.P.M. et du P.C.G. est caractéristique de leur politique à la petite semaine, qui finit par se complaire dans le statu quo, et refuse d'envisager toute perspective de changement radical ; la gestion municipale devient pratiquement une fin en soi.

Certes, il n'est pas indifférent que les communes soient aux mains de personnes telles que Césaire plutôt que sous la coupe des Rimize et autres réactionnaires.

Mais il ne saurait être question pour un parti ouvrier d'idéaliser ce type de gestion, ni d'entretenir parmi les travailleurs des illusions sur les possibilités réelles d'amélioration de leur situation par ce moyen. D'ailleurs la voie d'accès aux municipalités, c'est-à-dire la voie électorale, est tellement sujette à caution aux Antilles, qu'il n'est guère besoin de s'étendre sur ce sujet.

D'autre part, les communes en tant que telles sont une institution

bourgeoise, et s'imaginer, dans le cadre actuel, pouvoir les gérer de façon socialiste relèverait de la pure utopie.

Est-ce à dire que les révolutionnaires doivent se désintéresser totalement des élections municipales, et de toute élection en général ? Nullement.

Celles-ci constituent des périodes privilégiées pendant lesquelles l'attention politique de la population est en éveil, et où la facilité de s'exprimer est plus grande. D'autre part, la bourgeoisie intensifie à ces moments sa propagande trompeuse ; il serait ridicule, sous prétexte de ne pas se compromettre, de lui laisser le champ libre.

La bourgeoisie joue le jeu de la démocratie ? Soit. Retournons contre elle ses propres armes, et profitons de la tribune offerte par les élections pour dénoncer cette mascarade, et formuler des revendications conformes aux intérêts des travailleurs.

C'est seulement de cette manière qu'un parti ouvrier peut envisager l'action dans une campagne électorale, et non en faisant croire que la seule gestion d'une commune ou l'intervention d'un député à l'assemblée résoudra tous les problèmes.

Quant à la violence employée par les hommes de main des marionnettes réactionnaires, que ceux-ci n'espèrent pas y recourir impunément, et faire une fois de plus couler le sang des travailleurs antillais ; ils pourraient fort bien récolter ce qu'ils sèment dans un avenir plus proche qu'ils ne se l'imaginent.

NOEL CANTIUS

POLOGNE

RIEN N'EST RÉGLÉ

Le calme est revenu en Pologne, depuis les sanglants événements au cours desquels la police fit usage de ses armes, assassinant plusieurs dizaines de travailleurs.

Mais ce calme, tout relatif d'ailleurs ne signifie nullement que la classe ouvrière soit retournée au travail définitivement matée..

Aujourd'hui, un peu plus d'un mois après les affrontements de Gdansk, Gdynia, Szczecin, Sopot, il n'y a pas la moindre baisse de la combativité des ouvriers polonais.

Après la flambée de colère des travailleurs descendant dans la rue et affrontant les forces de répression, les travailleurs polonais dressent aujourd'hui leur bilan, s'organisent pour une lutte plus longue. Ils ont d'abord exigé que les responsables gouvernementaux viennent leur rendre des comptes sur toute leur politique économique jusqu'à ce jour et sur les massacres et les arrestations d'ouvriers du mois dernier.

Et cette lutte raisonnée et organisée des travailleurs polonais est aussi et même plus dangereuse pour les bureaucrates au pouvoir que les récents événements.

Les chantiers navals de Szczecin semblent être l'une des entreprises où les ouvriers sont le plus solidement organisés. Le Comité de grève créé en Décembre s'y est transformé en une commission ouvrière qui

exerce un contrôle sur la direction des chantiers. Les ouvriers ont réussi à imposer d'autre part la libre élection de leurs délégués, ces élections devant avoir lieu dès le mois de Février.

Szczecin par son organisation, par la solidarité qui s'y est manifestée entre les ouvriers, par les résultats que sa grève lui a permis d'obtenir représente pour l'ensemble des ouvriers polonais un exemple que les bureaucrates nouvellement apparus sur l'échiquier politique polonais ne pourront tolérer très longtemps, mais qu'ils ne peuvent actuellement, vu l'état de vigilance de l'ensemble des ouvriers polonais, se permettre d'attaquer de front.

C'est pourquoi les divers représentants du gouvernement défilent aux chantiers navals de Szczecin multipliant les gestes spectaculaires et les déclarations démagogiques.

Mais les travailleurs polonais ont prouvé ces dernières semaines qu'ils n'étaient plus décidés à se laisserurrer par des belles promesses et à se serrer la ceinture pour qu'une couche de bureaucrates puisse conserver ses privilèges.

MAX RODON

LE COMMONWEALTH ET LA VENTE DES ARMES A L'AFRIQUE DU SUD

A la fin du mois de Janvier s'est tenue à Singapour la conférence des Etats membres du Commonwealth, organisme qui regroupe la Grande-Bretagne et la plupart de ses anciennes colonies. En cette occasion, un désaccord s'est fait jour entre la Grande Bretagne et les Etats Africains associés, principalement la Zambie et la Tanzanie.

La Délégation Zambienne a en effet posé comme préalable à toute discussion, la signature d'une déclaration selon laquelle tous les pays membres s'engageaient à refuser aux "régimes pratiquant la discrimination raciale toute assistance qui contribuerait à encourager ou à consolider cette politique néfaste".

Ceci visait clairement à empêcher la Grande Bretagne de reprendre ses ventes d'armes à l'Etat raciste d'Afrique du Sud.

Devant l'opposition des Britanniques à la signature de la déclaration, le texte fut finalement modifié de telle sorte qu'on ne signa au bout du compte qu'une vague condamnation de principe, qui n'empêchera nullement la bourgeoisie anglaise de reprendre son fructueux commerce, et de faire des profits avec le sang des noirs sud-agricains.

Si une telle politique de soutien matériel à l'égard de régimes racistes n'est guère pour nous surprendre de la part de l'impérialisme, qu'il soit anglais, américain ou français (1er fournisseur d'armes de l'Afrique du Sud), on peut par contre s'interroger sur la sincérité et la détermination des gouvernements africains, qui sont à l'origine de la déclaration.

Ceux-ci, en effet, à l'occasion de conférences comme celle-ci ou au cours des réunions de l'O.N.U., présentent fréquemment des motions réclamant la prise de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud ou la Rhodésie, ou tout au moins l'arrêt des livraisons d'armes à ces pays. L'intention est louable, certes ; mais quelle est l'efficacité, la portée réelle de ce type d'action ? Nulle, ou presque. L'impérialisme continuera

de condamner en principe, et d'absoudre en réalité au nom du sacro-saint profit.

Pourtant, il serait à la portée des Etats-Africains d'aider concrètement à l'émancipation des peuples de Rhodésie, d'Afrique du Sud et des colonies portugaises ; et cela est d'autant plus vrai pour la Tanzanie et la Zambie, qui ont des frontières communes avec ces différents territoires. Le moyen d'y parvenir est simple : aider à organiser et fournir des armes et un soutien matériel aux mouvements de libération de ces pays.

Mais une telle solution comporte trop de risques aux yeux de nos présidents "démocrates" et "progressistes". En effet, la présence permanente sur leur territoire d'une masse importante d'hommes armés peut fort bien à la longue engendrer un conflit entre ces hommes et leur propre pouvoir, et les obliger peut être à radicaliser leur attitude, voire à s'opposer à l'impérialisme (ce que nos présidents ne souhaitent guère). Enfin et surtout, l'exemple des mouvements de libération risquerait fort d'être contagieux et de donner l'idée aux peuples africains d'en finir avec leurs propres gouvernements, qui malgré la couleur de leur peau n'en demeurent pas moins des oppresseurs aux ordres de l'impérialisme.

Tout ceci montre clairement pourquoi les dirigeants africains se contentent de déclarations et d'une aide purement verbale.

Mais quelles que soient les précautions qu'ils puissent prendre, ils ne feront au mieux que retarder l'échéance de leur renversement par les masses mêmes dont ils perpétuent l'exploitation.

MARIANNE TIBUS

CAMBODGE

LES USA DANS L'IMPASSE

Dans la nuit du Jeudi 21 au Vendredi 22 Décembre, les forces du Front de Libération du Cambodge (F.U.N.K.) ont réussi une opération militaire contre le régime du Général Lon Nol qui dirige le Cambodge depuis le coup de'état qui avait chassé il y a un an le prince Norodom Shianouk. Les forces du F.U.N.K. ont réussi, à détruire presque totalement l'aviation cambodgienne. Phnom Penh a été complètement isolé du reste du pays. Cela prouve que malgré l'appui des Etats-Unis, le régime du Général Lon Nol est incapable d'opposer une résistance efficace aux Khmers rouges et aux forces Viet-Congs. Ceux-ci sont maîtres de presque tout le territoire Cambodgien.

Les forces armées U.S. ne sont nulle part à l'abri. Et leur puissance ne peut rien contre le Viet Nam, le Cambodge, le Laos : les impérialistes Américains ne savent où donner de la tête ! De plus l'administration Nixon-Rogers doit compter avec l'opinion publique américaine. En effet, après l'intervention des troupes U.S. au Cambodge en mai dernier, une opposition générale de la part de l'opinion publique avait contraint Nixon à retirer son corps expéditionnaire du Cambodge.

Une loi fut votée dans ce sens interdisant l'intervention des forces armées américaines au Cambodge. Nixon a réussi à la détourner, en faisant intervenir massivement son aviation. Mais l'opposition à la guerre au Cambodge grandit. Les effets de la guerre se font de plus en plus sentir aux Etats Unis mêmes. Les prix augmentent et le chômage grandit (6 % de la population active). Les élections présidentielles devant avoir lieu dans deux ans, Nixon risque son poste. Et c'est la raison pour laquelle, il ne cesse de manoeuvrer, il promet sans arrêt la fin de la guerre, mais doit continuer à appliquer la politique que lui dictent les capitalistes.

Le mercredi 27 Janvier, Melvin Laird admettait que l'intervention américaine au Cambodge avait aussi pour but de soutenir le gouvernement Lon Nol. Jusqu'alors, il présentait que les bombardements du territoire Cambodgien avaient pour seul but de protéger les troupes U.S. au Viet-Nam du Sud.

En Asie même les chances de victoire de l'impérialisme U.S. sont de plus en plus restreintes. Depuis un an, à la haine des Viet-namiens s'est ajoutée celle des cambodgiens. Car le Cambodge subit actuellement le même traitement que le Viet Nam : bombardements intensifs et continus de tout le pays. Avec pour conséquence le massacre des populations civiles. Le remplacement du prince Sihanouk par le Général Lon Nol n'a pas simplifié la tâche des américains. Loin de là. Il n'a aboutit qu'à pousser les cambodgien dans le camp des opposants.

PIERRE JEAN CHRISTOPHE

CE QUE NOUS VOULONS

La Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes se donne pour but :

- de regrouper les travailleurs, de les éduquer, de les aider au travers de la lutte pour l'indépendance à prendre conscience de leur état de travailleurs, de leurs intérêts de classe et du rôle indispensable et grandiose que la classe ouvrière joue et jouera dans la transformation socialiste du monde.
- d'associer à cette lutte tous ceux, de quelque origine qu'ils soient, qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- d'engager la lutte morale, matérielle et physique pour l'indépendance politique de l'impérialisme français.
- de mettre en place, au cours même de la lutte pour l'indépendance, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- de veiller par la propagande et l'organisation, à ce qu'après l'indépendance le peuple reste en armes jusqu'à ce que ses revendications aient abouti et qu'il soit en mesure, à tout instant, d'exercer le pouvoir sans que personne puisse l'accaparer et le lui ôter.
- à agir au sein des classes ouvrières américaine et française pour faire connaître les buts de la lutte des travailleurs antillais et pour aider les révolutionnaires des grandes puissances impérialistes à éduquer et à organiser la classe ouvrière des pays dits avancés pour lui faire prendre conscience de ses intérêts et de ses devoirs historiques.